Geneva Call
Appel de Genève

ACTE D'ENGAGEMENT AUPRÈS DE L'APPEL DE GENÈVE POUR LA PROTECTION DES ENFANTS CONTRE LES EFFETS DES CONFLITS ARMÉS

Nous, Al-Jabha Al-Shamiya, par l'intermédiaire de notre représentant dûment autorisé;

Préoccupés par l'impact désastreux et largement répandu des conflits armés sur le développement mental et physique des enfants, et sur les conséquences à long terme de ces conflits pour la sécurité humaine, la paix durable et le développement;

Affirmant notre détermination à protéger la population civile, en particulier les enfants, des effets ou des dangers d'actions militaires, ainsi qu'à respecter leur droit à la vie, à la dignité humaine, à l'éducation et au développement, prenant en compte prioritairement l'intérêt supérieur de l'enfant;

Reconnaissant que les Enfants associés aux forces armées courent un risque particulièrement élevé d'être exposés aux attaques des forces adverses;

Prenant bonne note des différents standards développés dans les instruments juridiques internationaux et offrant une protection spéciale aux enfants affectés par les conflits armés, en particulier les Conventions de Genève et leurs Protocoles Additionnels, et la Convention relative aux droits de l'enfant et son Protocole facultatif sur l'implication des enfants dans les conflits armés, et *déterminés* à clarifier nos responsabilités sur le recrutement et l'utilisation des personnes de moins de 18 ans dans les hostilités;

Conscients que le Statut de la Cour Pénale Internationale criminalise le recrutement ou l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans des forces ou groupes armés ainsi que de les faire participer activement aux hostilités;

Rejetant l'idée qu'une cause, quelle qu'ensoit son fondement, puisse justifier un traitement prohibé à l'égard des enfants dans les conflits armés;

Acceptant que les normes humanitaires internationales s'appliquent à, et engagent toutes les parties au conflit armé;

Geneva Call
نداء جنيف

صك الإلتزام وفقًا لمنظمة نداء جنيف حول حماية الأطفال من آثار النزاعات المسلحة

نحن الجبهة الشامية، وبواسطة ممثلنا المفوض وفق الأصول؛

إذ يقلقنا التأثير الضّار الذي تحدثه النزاعات المسلحة على النموّ الجسدي والعقلي للأطفال والعواقب الطويلة الأمد المترتبة عن ذلك على الأمن الإنساني والسلام الدائم والتنمية؛

وإذ نؤكد عزمنا على حماية السكان المدنيين، وخاصة الأطفال، من آثار الأعمال العسكرية وأخطارها، واحترام حقهم في الحياة، وفي كرامتهم الإنسانية، وفي التعليم، وفي التنمية، مع مراعاة أن مصلحة الطفل الفضلى هي الاعتبار الأول؛

وإذ ندرك بأن الأطفال المرتبطين بالقوّات المسلّحة يتعرضون بوجه خاص لخطر الهجمات المعادية؛

وإذ نأخذ بعين الاعتبار مختلف المعايير الواردة في صكوك القانون الدولي والتي تنصّ على حماية خاصة للأطفال المتأثرين بالنزاعات المسلحة، ولا سيما ما نصّت عليه اتفاقيات جنيف وبروتوكولاتها الإضافية، واتفاقية حقوق الطفل وبروتوكولها الاختياري المتعلق باشتراك الأطفال في النزاعات المسلحة،

وإذ نعقد العزم على توضيح مسؤولياتنا فيما يتعلق بتجنيد واستخدام الأشخاص الذين تقل أعمارهم عن 18 سنة في العمليات العدائية؛

وإذ ندرك أن النظام الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية يجرّم التجنيد الإلزامي أو الطوعي للأطفال دون الخامسة عشرة من العمر في القوات المسلحة أو في جماعات مسلحة أو استخدامهم للمشاركة فعلياً في الأعمال الحربية؛

وإذ نرفض الفكرة القائلة بأن أي سبب كان، ولأية علّة كانت، قد يبرر المعاملة غير القانونية للأطفال خلال النزاعات المسلحة،

Soulignant que le présent engagement protège tous les enfants, aussi bien les filles que les garçons;

Et étant entendu que pour les besoins de cet *Acte d'Engagement* :

Les « enfants » sont définis comme des personnes de moins de 18 ans. S'il existe un doute sur le fait qu'une personne ait atteint l'âge de 18 ans, elle sera considérée comme un enfant;

En conséquence, nous nous engageons solennellement à ce qui suit :

1. A ADHÉRER à une interdiction totale de l'utilisation des enfants dans les hostilités;

2. A S'ASSURER que des enfants ne soient pas recrutés dans nos forces armées, que ce soit volontairement ou sous la contrainte. Les enfants ne seront pas autorisés à rejoindre ou rester avec nos forces armées;

3. A NE JAMAIS OBLIGER des enfants à s'associer, ou à rester associés, à nos forces armées. Par associer, nous entendons toute activité directe ou de soutien, liée au combat ou à toute autre activité. Dans l'éventualité où des enfants sont déjà associés à nos forces armées, ils devront être libérés le plus tôt possible, conformément à l'Article 6 de cet *Acte d'Engagement*;

4. A S'ASSURER que les enfants n'accompagnent pas nos forces armées lors de nos opérations militaires et à prendre toutes les mesures possibles pour que les enfants, dans les zones que nous contrôlons, ne soient pas présents lors de telles opérations;

5. A TRAITER humainement et en respectant les besoins correspondant à leur âge et à leur sexe, les enfants détenus ou emprisonnés pour des raisons liées au conflit armé, et en reconnaissant que la privation de liberté ne peut être utilisée quecomme mesure de dernier ressort et pour une durée aussi brève que possible. La peine de mort ne sera pas prononcée ou appliquée contre une personne en vue de sanctionner un acte commis alors qu'elle était enfant;

6. La libération ou le désengagement des enfants de nos forces armées doit se faire de façon sûre et en toute sécurité, et chaque fois que cela est possible, en coopération avec des acteurs spécialisés dans la protection des enfants;

7. A NOUS EFFORCER DE FOURNIR aux enfants, dans les zones où nous exerçons notre autorité, l'aide et les soins dont ils ont besoin, en coopération si nécessaire avec les organisations humanitaires ou de développement. Pour atteindre ces objectifs, et parmi d'autres actions, nous allons :

وإذ نسلّم بأن المعايير الإنسانية الدولية تنطبق على وتلزم كافة الأطراف في النزاعات المسلحة؛

وإذ نشدد على أن هذا الالتزام يحمي جميع الأطفال، البنات والفتيان، على حد سواء؛

وإذ نتفق على أنه بحسب مقاصد صكّ الالتزام هذا:

يعرّف "الأطفال" على أنهم أشخاص دون الثامنة عشرة من العمر، وفي حال الشكّ فيما إذا كان الشخص قد بلغ الثامنة عشرة، فسيعامل (هو أو هي) معاملة الطفل.

وبناءً عليه نتعهد رسميًا بالالتزام بالشروط التالية:

1. الالتزام التام بالحظر المفروض على استخدام الأطفال في الأعمال القتالية.

2. ضمان عدم تجنيد الأطفال في تشكيلنا المسلح، سواء طوعاً أو إجباراً، وكفالة أنه لن يُسمح للأطفال بالانضمام إلى تشكيلنا المسلح أو البقاء فيه.

3. عدم إجبار الأطفال على الارتباط بتشكيلنا المسلح أو البقاء مرتبطين به. ونعني بالارتباط أي نوع من الأنشطة المباشرة أو الداعمة سواء كانت ذات صلة بالقتال أو غير ذلك. وفي حالة إجبار الأطفال على ذلك، سيتم تسريحهم في أقرب فرصة ممكنة وفقاً للمادة السادسة من صكّ الالتزام هذا.

4. ضمان عدم مرافقة الأطفال لتشكيلنا المسلح خلال عملياتنا العسكرية واتخاذ جميع التدابير الممكنة حتى لا يكون الأطفال حاضرين في المناطق التي تكون تحت سيطرتنا أثناء العمليات العسكرية.

5. معاملة الأطفال المحتجزين أو المسجونين لأسباب مرتبطة بالنزاع المسلح معاملة إنسانية، وفقاً لاحتياجاتهم الخاصة المتعلقة بسنهم ونوع جنسهم، مع الاعتراف بأن الحرمان من الحرية لا يجوز استخدامه إلا كملاذ أخير ولأقصر فترة زمنية ممكنة ولا يصدر حكم الإعدام أو يُنفّذ بحق شخص عقاباً له على جريمة ارتكبها أثناء طفولته.

6. ويجب أن يتم تسريح الأطفال أو فصلهم عن تشكيلنا المسلح بسلامة وأمن، وكلما أمكن ذلك، بالتعاون مع الجهات الفاعلة المتخصصة في مجال حماية الأطفال.

7. العمل كذلك على تزويد الأطفال، في المناطق الواقعة تحت سيطرتنا، بالمساعدة والرعاية التي يحتاجونها، وبالتعاون مع المنظمات الإنسانية أو التنموية عند الاقتضاء.وتحقيقاً لهذه الغايات، سنقوم بالعديد من الأمور، منها:

i. prendre des mesures concrètes afin de s'assurer que les enfants aient accès à une alimentation adéquate, à des soins de santé (y compris un soutien psycho-social), à l'éducation et, partout où cela est possible, à des loisirs et des activités culturelles;

ii. protéger les enfants des violences sexuelles et de toute autre forme de violence;

iii. faciliter l'assistance humanitaire et impartiale aux enfants qui en ont besoin;

iv. faciliter les efforts déployés par des organisations humanitaires impartiales en vue de réunir les enfants avec leurs familles;

v. éviter d'utiliser à des fins militaires des écoles ou des locaux principalement destinés à l'usage des enfants;

8. A DONNER les ordres et les directives nécessaires à nos organes politiques et militaires, à nos commandants et combattants, pour la mise en œuvre et l'application de notre engagement, y compris des mesures de diffusion de l'information et de formation. Les commandants et les supérieurs hiérarchiques seront responsables de leurs subordonnés. En cas de non-respect, nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour faire cesser immédiatement les violations, initier des enquêtes appropriées et imposer des sanctions en conformité avec les standards internationaux;

9. A PERMETTRE le contrôle et à COOPERER au suivi et à la vérification de notre engagement par l'Appel de Genève et d'autres organisations nationales et internationales indépendantes, associées dans ce but à l'Appel de Genève. Un tel contrôle et une telle vérification impliquent des visites et des inspections dans toutes les zones où nous opérons, et la mise à disposition des informations et rapports nécessaires qui pourraient être exigés dans cebut, dans un esprit de transparence et de responsabilité;

10. A CONSIDÉRER cet engagement comme un pas, ou comme une partie d'un engagement de principe plus large en faveur des normes humanitaires, en particulier du droit international humanitaire et des droits de l'homme, et à CONTRIBUER à leur respect sur le terrain ainsi qu'au développement de nouvelles normes humanitaires applicables aux conflits armés;

11. Cet *Acte d'Engagement* n'aura pas d'effet sur notre statut juridique, conformément à la disposition y relative figurant à l'Article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949;

12. Nous acceptons que l'Appel de Genève puisse rendre public le respect ou le non-respect par notre mouvement de cet *Acte d'Engagement*;

13. Nous comprenons l'importance de susciter l'adhésion d'autres acteurs armés à cet *Acte d'Engagement* et ferons notre possible pour le promouvoir;

I. اتخاذ تدابير محددة ضماناً لحصول الأطفال على الغذاء الكافي، الرعاية الصحية (بما فيها الدعم النفسي والاجتماعي)، التعليم، وكذلك الأنشطة الترفيهية والثقافية إن أمكن ذلك؛

II. حماية الأطفال من العنف الجنسي وأشكال العنف الأخرى؛

III. تسهيل تقديم المساعدة الإنسانية المحايدة للأطفال المحتاجين لها؛

IV. تسهيل جهود المنظمات الإنسانية المحايدة في لمّ شمل الأطفال مع أسرهم؛

V. تحاشي استخدام المدارس أو الأماكن المخصصة للأطفال لأغراض عسكرية؛

8. إصدار الأوامر أو التوجيهات الضرورية لأجهزتنا السياسية وللقادة وللمقاتلين من أجل تنفيذ وتطبيق التزامنا بهذا الصكّ، بما فيها تدابير نشر المعلومات والتدريب. القادة والرؤساء مسؤولون عن مرؤوسيهم. وفي حال عدم الامتثال، سنستخدم كل التدابير الضرورية لوقف الانتهاكات فوراً، والمبادرة بالتحقيقات الملائمة وفرض العقوبات وفقاً للمعايير الدولية.

9. السماح والتعاون مع منظمة نداء جنيف والمنظمات المستقلة الدولية والوطنية الأخرى المرتبطة بها لهذا العرض، من أجل الرصد والتحقق من التزامنا بهذه الوثيقة ويشمل هذا الرصد والتحقق زيارات وعمليات تفتيش في جميع المناطق التي نعمل فيها، وتوفير المعلومات والتقارير الضرورية، حسبما تقضيه تلك الأغراض، بروح من الشفافية والمساءلة.

10. التعامل مع هذا الالتزام بوصفه خطوة أو جزءا من التزام أوسع نطاقا من حيث المبدأ بالمثل الأعلى للمعايير الإنسانية، ولا سيما القانون الدولي الإنساني وحقوق الإنسان، والإسهام في احترامها في الممارسة الميدانية وفي زيادة تطوير المعايير الإنسانية الخاصّة بالنزاعات المسلحة.

11. لن يؤثر صك الالتزام هذا على وضعنا القانوني، عملا بالبند ذي الصلة الوارد في المادة 3 المشتركة من اتفاقيات جنيف المؤرخة 12 آب/أغسطس 1949.

12. نعي أن منظمة نداء جنيف لها أن تعلن عن مدى امتثالنا أو عدم امتثالنا بصكّ الالتزام هذا.

13. ندرك أهمية تشجيع التزام التشكيلات المسلحة الأخرى بهذا الصك وسنقوم بدورنا في الترويج له.

14. إن صكّ الالتزام هذا يكمّل أو يتقدم- حسب مقتضى الحال- على أي إعلانٍ أحادي الجانب معتمد لدينا بشأن الأطفال والنزاعات المسلحة.

14. Cet *Acte d'Engagement* complète ou remplace, le cas échéant, toute déclaration unilatérale antérieure de notre part sur les enfants et les conflits armés;

15. Toute réserve à cet *Acte d'Engagement* doit être cohérente avec son contenu et ses objectifs, avec le droit international humanitaire et avec les obligations minimales des Etats Parties au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant sur l'implication des enfants dans les conflits armés. Elle doit être exprimée par écrit et signée, et sera réévaluée périodiquement afin de tendre vers le meilleur respect possible des droits de l'enfant. L'autorisation de toute réserve sera du ressort, en dernière instance, de l'Appel de Genève;

16. *Cet Acte d'Engagement* prendra effet immédiatement après sa signature et sa réception par le Gouvernement de la République et Canton de Genève qui le reçoit en tant que gardien de tels actes.

Clarification concernant l'article 9 : Nous coopérerons exclusivement avec l'Appel de Genève pour le suivi et la vérification de notre engagement au titre du présent Acte dans un esprit de transparence et conformément au mécanisme convenu dans le plan de mise en œuvre.

15. يجب أن يكون أي تحفظ على صك الالتزام هذا متسقًا مع موضوعه وهدفه، ومع القانون الإنساني الدولي، ومع الالتزامات الدنيا للدول الأطراف في البروتوكول الاختياري لاتفاقية حقوق الطفل بشأن إشراك الأطفال في الأطفال في النزاعات المسلحة. ويجب التعبير عنه كتابة عند التوقيع، وسيجري استعراضه دوريا من أجل تحقيق أقصى قدر ممكن من الاحترام لحقوق الطفل. ستكون منظمة نداء جنيف هي الحكّم النهائي في الموافقة على أي تحفّظ.

16. يدخل صك الالتزام هذا حيز التنفيذ فور توقيعه واستلامه من قبل حكومة جمهورية كانتون جنيف التي تستقبله بصفتها حارسة هذه الصكوك.

توضيح حول البند التاسع: سيكون التعاون حصراً مع منظمة نداء جنيف في مجال الرصد والتحقق من التزامنا بهذا الصك، بروح من الشفافية، وحسب الآلية المتفق عليها في خطة التنفيذ.

Fait à Genève, le 1 Avril 2022, en trois exemplaires.

Pour Al-Jabha Al-Shamiya

Ali Hannoura
Chargé des relations publiques

Pour l'Appel de Genève, en tant que témoin

Alain Délétroz
Directeur-Général

Reçu par le gouvernment de la République et Canton de Genève, en tant que gardien des *Actes d'Engagement.*

Beatrice Ferrari
Directrice des Affaires Internationales

حرر في جنيف، في ١ نيسان ٢٠٢٢، في ثلاث نسخ.

عن الجبهة الشامية

علي حنورة
مسؤول مكتب العلاقات العامة

عن نداء جنيف كشاهد

ألان ديليترو
المدير العام

تلقتها حكومة الجمهورية وكانتون جنيف، بوصفها حارسة صكوك الالتزام

بياتريس فيراري
مديرة الشؤون الدولية